

La France piégée dans la tragédie de la Centrafrique

LE MONDE | 12.02.2014 à 10h51 • Mis à jour le 12.02.2014 à 11h13

En Centrafrique (RCA), l'armée française est dans une situation de plus en plus intenable. Trop faible, beaucoup trop faible, le contingent français est aujourd'hui le témoin impuissant de ce que l'on doit maintenant qualifier par son nom, après avoir longtemps hésité : une épuration ethnique dont les communautés musulmanes sont les victimes. Accusés de passivité, la France et ses soldats ne le seront-ils pas un jour de complicité ?

En se refusant à comparer des situations qui ne s'y prêtent pas, remontent tout de même à la surface des images de 1994 au Rwanda – des images de soldats français, aucunement complices, comme certains l'ont dit, mais assurément impuissants à enrayer les massacres.

Le génocide rwandais fut planifié par le régime. Rien de tel à Bangui. On ne peut pas dire, non plus, que la France a entraîné en Centrafrique de futurs génocidaires, comme ce fut le cas à Kigali. Il n'est pas non plus question de remettre en cause la décision de la France d'intervenir dans son ancienne colonie à partir du 5 décembre 2013. Il fallait stopper les violences des ex-rebelles de la Séléka, qui s'étaient emparés du pouvoir en mars 2013 à l'issue d'une sanglante chevauchée du nord au sud de la Centrafrique.

LA FRANCE SEULE EN PREMIÈRE LIGNE

Aujourd'hui comme hier, aucun pays occidental ne voulait intervenir au centre du continent africain et empêcher que la RCA devienne une gigantesque zone grise, plus grande que la France, aux confins d'Etats déjà instables tels que le Tchad, le Soudan, le Soudan du Sud et la République démocratique du Congo. La France s'est retrouvée seule en première ligne. Elle l'est toujours. Ses partenaires européens détournent le regard plutôt que d'envoyer quelques centaines d'hommes à Bangui.

En déployant seulement 1 600 hommes, la France s'est-elle donné les moyens d'atteindre ses objectifs ? Deux mois après le début de l'intervention, la réponse est non.

L'INTERVENTION FRANÇAISE A DÉCHAÎNÉ DES HAINES

Rappelons-nous les « éléments de langage » énoncés il y a peu. Surfant sur le succès de l'intervention au Mali, il ne s'agissait, pour Paris, que de mener une « opération de police », « courte », dans un des pays africains que la France, disait-on, connaît le mieux pour y avoir fait la pluie et le beau temps depuis l'indépendance de 1960. Il était aussi question de s'appuyer sur le contingent africain, un objectif politique louable qui manque singulièrement de réalisme opérationnel.

Résultat, loin de pacifier le pays, l'intervention française a inversé le rapport de forces et déchaîné des haines dont Paris ne soupçonnait pas la violence. N'y a-t-il pas là une défaillance dans le renseignement fourni aux autorités politiques ?

Dans le sillage des milices d'autodéfense dites anti-Balaka, essentiellement chrétiennes, des foules haineuses se sont fixé pour objectif d'effacer toute trace de la présence musulmane dans le pays. A Bangui, c'est pratiquement chose faite. Des dizaines de milliers de musulmans ont pris la route de l'exode. Combien de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants découpés à la machette ? Qu'elle le veuille ou non, la France est embarquée dans cette tragédie.